

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1974

18 JUILLET 1974.

Proposition de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, secrétaires d'Etat, anciens ministres et secrétaires d'Etat, ministres d'Etat, gouverneurs ainsi que les membres et anciens membres des chambres législatives et des députations permanentes.

DEVELOPPEMENTS

Des dispositions constitutionnelles, légales ou réglementaires ont établi, au cours des années, les incompatibilités et les interdictions frappant les mandataires politiques. La liste en est fort longue.

Ces incompatibilités et interdictions gardent, pour la plupart, leur bien-fondé. Mais il apparaît que la réglementation en la matière n'est plus adaptée à la situation politique et sociale actuelle.

Il est, dès lors, indispensable d'ajouter aux règles en vigueur des règles nouvelles. Tel est l'objet de la présente proposition de loi.

Il est utile de décrire brièvement l'objectif qu'elle poursuit.

On insistera d'abord sur le fait qu'il ne peut s'agir de prendre à l'égard des mandataires politiques des mesures tracassières ou vexatoires. Ce qu'on recherche, au contraire, c'est sauvegarder leur indépendance, assurer leur autorité et leur prestige; c'est aussi et surtout protéger au mieux notre régime de démocratie représentative.

En proposant d'établir des incompatibilités et interdictions nouvelles concernant les ministres, les secrétaires d'Etat, les membres des Chambres législatives et les membres des députations permanentes, on vise un quadruple but :

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1974

18 JULI 1974.

Voorstel van wet houdende vaststelling van onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, de staatssecretarissen, de gewezen ministers en staatssecretarissen, de ministers van Staat, de gouverneurs evenals de leden en de gewezen leden van de Wetgevende Kamers en van de bestendige deputaties.

TOELICHTING

Grondwettelijke, wettelijke of reglementerende beschikkingen hebben, in de loop der jaren, de onverenigbaarheden en ontzeggingen vastgesteld die van toepassing zijn op de politieke mandatarissen; het gaat hier om een vrij lange lijst.

De meeste van deze onverenigbaarheden en ontzeggingen bleven nog steeds hun geldigheid. Doch anderzijds blijkt dat de reglementering ter zake niet meer aangepast is aan de huidige politieke en sociale toestand.

Het is derhalve noodzakelijk de van kracht zijnde regelingen aan te vullen met nieuwe bepalingen. Zulks is het doel van dit wetsvoorstel.

Het lijkt nuttig het door dit wetsvoorstel nagestreefde doel bondig te omschrijven.

Vooreerst willen wij onderstrepen dat het geenszins de bedoeling is tegenover de politieke mandatarissen tergende of kwellende maatregelen te treffen. Integendeel, beoogd wordt hun onafhankelijkheid te vrijwaren, en hun gezag en hun prestige te verzekeren; bovendien en vóór alles, willen wij ons stelsel van representatieve democratie op de best mogelijke wijze beschermen.

Met ons voorstel tot vaststelling van nieuwe onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, de staatssecretarissen, de leden van de wetgevende kamers en de leden van de bestendige deputaties beogen wij een viervoudig doel :

— rendre la démocratie plus vivante en permettant à un grand nombre de citoyens de participer à la gestion politique : la monopolisation par certains des mandats politiques ou para-politiques doit être plus que jamais combattue en une époque où tant d'hommes et de femmes, parmi les jeunes notamment, souhaitent assumer des responsabilités dans la vie publique;

— garantir le meilleur exercice des mandats politiques, car la charge de fonctions multiples et diverses excède souvent les possibilités physiques et intellectuelles d'un seul : il faut choisir entre promouvoir le plein et consciencieux exercice d'un mandat ou accepter la pratique inévitablement imparfaite de plusieurs fonctions;

— établir une nette distinction entre des responsabilités incompatibles en régime démocratique, à savoir l'exercice d'une fonction politique, d'une part, le contrôle de l'exercice de cette même fonction, d'autre part : l'équilibre des pouvoirs exige qu'à quelque niveau que ce soit, nul mandataire ne soit à la fois pouvoir contrôlant et pouvoir contrôlé;

— assurer l'indépendance des mandataires politiques, gardiens de l'intérêt général, à l'égard des intérêts particuliers, aussi légitimes que ceux-ci puissent être par ailleurs : les responsabilités sans cesse accrues que les pouvoirs publics sont amenés à assumer imposent aux mandataires une discipline rigoureuse dans leurs relations avec les milieux économiques et financiers, et la loi peut les y aider.

La fonction politique est l'une des plus nobles qui soient. Elle est aussi l'une des plus exigeantes. Faute d'en accepter les exigences, on en compromettrait la noblesse. Sans doute, est-ce d'abord affaire d'attitudes personnelles. Mais, on le constate dans tous les domaines de la vie en société, c'est aussi affaire de règlements et de lois.

Pour conclure, il faut encore insister sur le fait qu'un renforcement des incompatibilités et des interdictions frappant les mandataires politiques n'aboutira au résultat souhaité que si sont prises parallèlement un certain nombre de mesures assurant la revalorisation du mandat politique, en particulier du mandat parlementaire. Ces mesures doivent, d'une part, porter sur les conditions matérielles du travail parlementaire : on songe, notamment, à l'organisation de services de secrétariat convenablement équipés; elles doivent viser, d'autre part, le prestige et l'autorité de la fonction.

En cela, la présente proposition de loi ne constitue qu'une part d'une action beaucoup plus vaste, celle de la nécessaire rénovation du fonctionnement de nos institutions publiques.

La présente proposition de loi avait été déposée sous la précédente législature.

Avant de la déposer à nouveau, ses auteurs ont cru opportun de la modifier quelque peu et d'y inclure certaines

— de la démocratie plus vivante en permettant à un grand nombre de citoyens de participer à la gestion politique : la monopolisation par certains des mandats politiques ou para-politiques doit être plus que jamais combattue en une époque où tant d'hommes et de femmes, parmi les jeunes notamment, souhaitent assumer des responsabilités dans la vie publique;

— de la démocratie plus vivante en permettant à un grand nombre de citoyens de participer à la gestion politique : la monopolisation par certains des mandats politiques ou para-politiques doit être plus que jamais combattue en une époque où tant d'hommes et de femmes, parmi les jeunes notamment, souhaitent assumer des responsabilités dans la vie publique;

— de la démocratie plus vivante en permettant à un grand nombre de citoyens de participer à la gestion politique : la monopolisation par certains des mandats politiques ou para-politiques doit être plus que jamais combattue en une époque où tant d'hommes et de femmes, parmi les jeunes notamment, souhaitent assumer des responsabilités dans la vie publique;

— de la démocratie plus vivante en permettant à un grand nombre de citoyens de participer à la gestion politique : la monopolisation par certains des mandats politiques ou para-politiques doit être plus que jamais combattue en une époque où tant d'hommes et de femmes, parmi les jeunes notamment, souhaitent assumer des responsabilités dans la vie publique;

Het politiek ambt behoort tot de meest edele opgaven die er bestaan. Het is tevens een van de meest veeleisende opdrachten. Kan men de lasten ervan niet aan, dan brengt men de adel van het ambt in het gedrang. Ongetwijfeld is dit allereerst een zaak van persoonlijke gesteldheid. Maar het is ook een zaak van reglementen en wetten, zoals men trouwens op alle vlakken van het maatschappelijk leven kan vaststellen.

Tot slot willen wij nog beklemtonen dat een versterking van de onverenigbaarheden en ontzeggingen ten opzichte van de politieke mandatarissen alleen maar tot het gewenste resultaat zal leiden wanneer terzelfdertijd een aantal maatregelen worden getroffen, die de revalorisatie van het politiek mandaat, en meer in het bijzonder van het parlementair mandaat, verzekeren. Deze maatregelen moeten aan de ene kant slaan op de materiële voorwaarden van het parlementair werk : men denke hierbij o.m. aan de organisatie van behoorlijk uitgeruste secretariaatsdiensten; aan de andere kant moeten zij het prestige en het gezag van de functie op het oog hebben.

In dit opzicht maakt dit wetsvoorstel slechts een deel uit van een veel ruimere taak, nl. die van de noodzakelijke vernieuwing van de werking van de openbare instellingen.

Dit voorstel van wet werd tijdens de vorige legislatuur ingediend.

Alvorens het opnieuw ter tafel te leggen, hebben wij het goed geacht er enkele wijzigingen in aan te brengen en er

dispositions de la loi du 6 août 1931 afin de pouvoir abroger cette dernière.

Analyse des articles.

Article 1^{er}.

L'article 1^{er} reprend les dispositions des alinéas 1, 4 et 5 de l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1931, en les rendant également applicables aux ministres et secrétaires d'Etat qui ne seraient pas parlementaires.

Article 2.

L'article 2 établit sous réserve de certaines exceptions, l'incompatibilité entre d'une part la fonction ministérielle et le mandat parlementaire et d'autre part toute fonction ou mandat à charge d'autres pouvoirs et organismes publics que l'Etat.

Article 3.

L'article 3 prévoit certaines exceptions pour les membres des chambres législatives.

Ils peuvent être ministre et secrétaire d'Etat.

Ils peuvent également assumer des fonctions à temps partiel dans l'enseignement et ce quel que soit le niveau d'enseignement ou le pouvoir organisateur.

Article 4.

L'article 4 établit l'incompatibilité entre d'une part la fonction ministérielle et le mandat parlementaire et d'autre part tout mandat dans les organes exécutifs d'une commune, d'une fédération ou association de communes ainsi que la présidence d'une commission d'assistance publique.

Exception est faite, uniquement pour les membres des chambres législatives, pour les mandats exercés dans les communes de moins de 30.000 habitants.

Article 5.

L'article 5 traite des incompatibilités et interdictions entre d'une part la fonction ministérielle et le mandat parlementaire et d'autre part un mandat ou une fonction dans les organes des sociétés commerciales.

Des mandats d'administrateur ou de commissaire ne peuvent être acceptés ou exercés par les ministres et secrétaires d'Etat.

Les mandats exercés par les membres des Chambres législatives lors de leur élection peuvent être conservés par eux pour autant que la société ne bénéficie pas d'une intervention, d'un subside ou d'une concession de l'Etat ou ne passe pas de marchés avec lui.

sommige bepalingen van de wet van 6 augustus 1931 in op te nemen ten einde de laatstgenoemde wet te kunnen opheffen.

Ontleding van de artikelen.

Artikel 1.

Artikel 1 neemt de bepalingen over van artikel 1, eerste, vierde en vijfde lid, van de wet van 6 augustus 1931 en stelt ze eveneens toepasselijk op de ministers en de staatssecretarissen, die geen parlements lid zijn.

Artikel 2.

Artikel 2 stelt, op enkele uitzonderingen na, onverenigbaarheid tussen de ministeriële functie en het parlementair mandaat aan de ene kant, en iedere functie of mandaat ten laste van andere openbare besturen en instellingen van de Staat, aan de andere kant.

Artikel 3.

Artikel 3 voorziet in bepaalde uitzonderingen voor de leden van de Wetgevende Kamers.

Zij mogen minister en staatssecretaris zijn.

Zij mogen eveneens deeltijdse functies uitoefenen in het onderwijs, ongeacht het niveau ervan of de inrichtende macht.

Artikel 4.

Artikel 4 vestigt een onverenigbaarheid tussen de ministeriële functie en het parlementair mandaat aan de ene kant en een mandaat in de uitvoerende organen van een gemeente, een federatie of een vereniging van gemeenten, alsmede het voorzitterschap van een commissie van openbare onderstand, aan de andere kant.

Er wordt een uitzondering gemaakt, maar uitsluitend wat betreft de leden van de Wetgevende Kamers, voor de mandaten uitgeoefend in gemeenten met minder dan 30.000 inwoners.

Artikel 5.

Artikel 5 handelt over de onverenigbaarheden tussen en de ontzeggingen inzake de ministeriële functie en het parlementair mandaat aan de ene kant, en een mandaat of een functie in de organen van handelsvennootschappen aan de andere kant.

Ministers en staatssecretarissen mogen geen mandaten van beheerder of commissaris aanvaarden of uitoefenen.

De leden van de Wetgevende Kamers die bij hun verkiezing een mandaat uitoefenen, mogen dat mandaat behouden voor zover de vennootschap geen tegemoetkomingen, toelagen of concessies van de Staat krijgt of met hem geen overeenkomsten sluit.

Les membres des Chambres législatives ne peuvent accepter pareil mandat tant qu'ils siègent au Parlement sans l'autorisation préalable d'une commission que les Chambres créeront à cette fin.

Article 6.

L'article 6 reproduit sous une forme modifiée et en l'étendant aux membres des Chambres législatives, la règle de l'interdiction temporaire d'accepter des mandats ou fonctions dans des sociétés commerciales que prévoit l'article 4 de la loi du 6 août 1931.

Article 7.

L'article 7 reprend les dispositions de l'article 2 de la même loi.

Article 8.

L'article 8 établit sous certaines exceptions pour les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives, une interdiction d'exercer des fonctions d'administration ou de surveillance dans un établissement créé par la loi ou le Roi.

Article 9.

L'article 9 règle le problème du cumul des fonctions exercées en vertu des exceptions prévues aux articles 2, 5, alinéas 2 et 8.

Article 10.

L'article 10 étend au fait de plaider contre l'Etat la règle de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1931 qui interdit à un membre des Chambres législatives de plaider pour l'Etat si ce n'est gratuitement.

Article 11.

L'article 11 prévoit pour les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives des dispositions analogues à celles de l'article 68 de la loi communale.

Articles 12 et 13.

Les articles 12 et 13 traitent des dispositions pénales.

Articles 14 et 15.

Les articles 14 et 15 reprennent les règles des articles 5 et 7 de la loi du 6 août 1931.

Articles 17 et 18.

Les articles 17 et 18 étendent aux gouverneurs de province et aux députés permanents certaines des dispositions que contient la proposition.

J. HAMBYE.

**

De leden van de Wetgevende Kamers mogen, zolang zij in het Parlement zitting hebben, zulk een mandaat niet aanvaarden zonder voorafgaande machtiging van een commissie die de Kamers met dat doel zullen oprichten.

Artikel 6.

Artikel 6 neemt in gewijzigde vorm de regel over van het tijdelijk verbod om mandaten of ambten in handelsvennootschappen te aanvaarden, zoals hij in artikel 4 van de wet van 6 augustus 1931 is neergelegd, en breidt hem uit tot de leden van de Wetgevende Kamers.

Artikel 7.

Artikel 7 is overgenomen uit artikel 2 van dezelfde wet.

Artikel 8.

Artikel 8 stelt, met bepaalde uitzonderingen voor de ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers, een verbod om ambten van beheer of toezicht uit te oefenen in een instelling die bij de wet of door de Koning is opgericht.

Artikel 9.

Artikel 9 regelt het probleem van de cumulatie van ambten uitgeoefend krachtens de uitzonderingen bepaald in artikel 2 en in artikel 5, tweede en achtste lid.

Artikel 10.

Artikel 10 sluit aan bij artikel 1, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1931 dat aan een lid van de Wetgevende Kamers verbiedt voor de Staat te pleiten, tenzij dit kosteloos geschiedt, en breidt deze verbodsbepaling uit tot dezelfde leden die tegen de Staat pleiten.

Artikel 11.

Artikel 11 stelt voor de ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers, soortgelijke regels als die vervat in artikel 68 van de gemeentewet.

Artikelen 12 en 13.

De artikelen 12 en 13 bevatten strafbepalingen.

Artikelen 14 en 15.

De artikelen 14 en 15 nemen de regels over van de artikelen 5 en 7 van de wet van 6 augustus 1931.

Artikelen 17 en 18.

De artikelen 17 en 18 breiden sommige bepalingen van het voorstel uit tot de provinciegouverneurs en de leden van de bestendige deputaties.

**

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{er}.****ARTICLE 1^{er}.**

Les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives ne peuvent être en même temps fonctionnaire ou employé rétribué de l'Etat, ministre des cultes rétribué par l'Etat, avocat en titre des administrations publiques ou commissaire du gouvernement auprès des sociétés anonymes.

La prestation de serment prévue par le décret du 20 juillet 1831 met fin à l'emploi ou à la fonction précédemment exercée.

Si l'intéressé compte à ce moment dix années admissibles pour le droit à la pension, celle-ci lui sera accordée sur demande introduite dans les délais légaux à partir du premier jour du mois suivant celui où il atteint l'âge prévu par la loi. Cette pension sera établie sur la base des éléments qui auraient été pris en considération dans l'hypothèse où elle aurait pris cours à la date de la cessation de la fonction ou de l'emploi.

ART. 2.

Sauf les exceptions prévues par la loi, les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives ne peuvent accepter ou exercer une fonction ou un mandat auquel s'attache une rémunération à charge d'institutions internationales ou supranationales, de pouvoirs ou d'établissements publics ou d'intérêt public régionaux, provinciaux, supra- ou intercommunaux ou communaux sauf si la fonction est exercée gratuitement ou si la rémunération est inférieure au dixième de l'indemnité parlementaire.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article précédent sont applicables.

ART. 3.

Les membres des Chambres législatives peuvent être ministre ou secrétaire d'Etat.

Ils peuvent accepter ou exercer une fonction dans l'enseignement préscolaire, primaire, moyen, normal, technique, artistique, spécial, organisé ou subsidié par l'Etat, ainsi qu'une fonction autre qu'académique dans les universités et institutions énumérées à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, pour autant que leurs prestations ne dépassent pas les deux cinquièmes d'un horaire complet.

Les membres des Chambres législatives ne peuvent exercer des fonctions académiques dans ces institutions académiques qu'à temps partiel ou à titre extraordinaire.

VOORSTEL VAN WET**HOOFDSTUK I.****ARTIKEL 1.**

De ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers mogen niet tevens ook ambtenaar of bezoldigd beambte van de Staat zijn, door de Staat bezoldigd bedienaar van een eredienst, vast advocaat van de openbare besturen of regeringscommissaris bij de naamloze vennootschappen.

De aflegging van de eed bepaald bij het decreet van 20 juli 1831, maakt een einde aan de bediening of het tevoren uitgeoefend ambt.

Telt de belanghebbende op dat ogenblik tien jaren die aanspraak op pensioen verlenen, dan wordt dit pensioen hem toegekend met ingang van de eerste dag der maand na die waarin hij de bij de wet gestelde leeftijd bereikt, indien hij het aanvraagt binnen de wettelijke termijn. Dit pensioen wordt berekend op de grondslag van de gegevens, die in aanmerking zouden genomen zijn, indien het ingegaan was op de dag waarop het ambt of de bediening een einde nam.

ART. 2.

Behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen mogen de ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers geen ambt of mandaat aanvaarden of uitoefenen waaraan een bezoldiging is verbonden ten laste van internationale of supranationale instellingen, van openbare besturen of instellingen of van gewestelijke, provinciale, supra-communale, intercommunale of communale instellingen van openbaar nut, tenzij wanneer het ambt kosteloos wordt uitgeoefend of de bezoldiging lager is dan een tiende van de parlementaire vergoeding.

Het tweede en het derde lid van het voorgaande artikel zijn van toepassing.

ART. 3.

De leden van de Wetgevende Kamers mogen minister of staatssecretaris zijn.

Zij mogen een functie aanvaarden of uitoefenen in het voorschools, lager, middelbaar, normaal, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, evenals een andere dan academische functie in de universiteiten en instellingen opgesomd in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, voor zover hun prestaties niet twee vijfden van een volledige uurrooster overschrijden.

De leden van de Wetgevende Kamers mogen geen academische functies in die academische instellingen uitoefenen, tenzij voor deeltijdse prestaties of ten buitengewone titel.

Les ministres et secrétaires d'Etat qui, au moment de leur nomination, exercent les fonctions visées aux deux alinéas précédents sont mis en congé de convenance personnelle pour la durée de leur charge.

ART. 4.

Les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives ne peuvent devenir ou rester président ou membre du collège d'une agglomération ou d'une fédération de communes, bourgmestre, échevin ou président d'une commission d'assistance publique.

Toutefois, les membres des Chambres législatives peuvent être bourgmestre, échevin ou président d'une commission d'assistance publique dans les communes de moins de 30.000 habitants.

ART. 5.

Les ministres et secrétaires d'Etat ne peuvent être attachés, à quelque titre que ce soit, à l'administration ou à la surveillance d'une société commerciale ou à forme commerciale belge ou étrangère. La prestation de serment met fin de plein droit à la fonction précédemment exercée.

Les membres des Chambres législatives ne peuvent rester attachés, à quelque titre que ce soit, à l'administration ou à la surveillance de pareille société dès que celle-ci bénéficie d'une intervention, d'un subside ou d'une concession de l'Etat ou passe avec lui des marchés, sauf si la fonction est exercée gratuitement ou si sa rémunération est inférieure au dixième de l'indemnité parlementaire.

Ils ne peuvent, durant leur mandat, accepter pareilles fonctions dans d'autres sociétés que celles prévues à l'alinéa précédent qu'après en avoir reçu l'autorisation d'une commission que les Chambres créeront à cette fin.

ART. 6.

Les anciens ministres et secrétaires d'Etat et les anciens membres des Chambres législatives ne peuvent accepter de fonctions dans les sociétés visées à l'alinéa 2 de l'article précédent que respectivement cinq ans ou un an après leur sortie de charge.

ART. 7.

Il est interdit aux ministres et secrétaires d'Etat, aux anciens ministres et secrétaires d'Etat, aux ministres d'Etat et aux membres et anciens membres des Chambres législatives, de faire mention de ces qualités dans les actes et publications se rapportant à des sociétés commerciales ou à forme commerciale.

Les notaires, greffiers et autres officiers ministériels et les éditeurs qui auront rédigé, transcrit ou publié un acte établi en contravention à cette disposition, seront punis d'une amende de 50 à 10.000 francs.

De ministers en staatssecretarissen die op het ogenblik van hun benoeming functies als bedoeld in de twee vorige leden uitoefenen, krijgen verlof om persoonlijke redenen voor de duur van hun ambt.

ART. 4.

De ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers mogen geen voorzitter of lid worden of zijn van het college van een agglomeratie of van een federatie van gemeenten, burgemeester, schepen of voorzitter van een commissie van openbare onderstand.

De leden van de Wetgevende Kamers mogen echter wel burgemeester, schepen of voorzitter van een commissie van openbare onderstand zijn in gemeenten met minder dan 30.000 inwoners.

ART. 5.

De ministers en de staatssecretarissen mogen niet in enige hoedanigheid verbonden zijn aan het beheer van of het toezicht over een Belgische of vreemde handelsvennootschap of een vennootschap in de vorm van een handelsvennootschap. De eedaflegging maakt van rechtswege een einde aan de tevoren uitgeoefende functie.

De leden van de Wetgevende Kamers mogen niet in enige hoedanigheid verbonden blijven aan het beheer van of het toezicht over zulke vennootschappen, zodra deze een tegemoetkoming, een toelage of een concessie van de Staat krijgt of met de Staat een overeenkomst afsluit, tenzij wanneer het ambt kosteloos wordt uitgeoefend of hun bezoldiging lager is dan een tiende van de parlementaire vergoeding.

Zij mogen gedurende hun mandaat soortgelijke functies niet aanvaarden in andere vennootschappen dan die bepaald in het voorgaande lid, tenzij met machtiging van de commissie door de Kamers daartoe opgericht.

ART. 6.

De gewezen ministers en staatssecretarissen en de gewezen leden van de Wetgevende Kamers mogen geen functies aanvaarden in de vennootschappen bedoeld in het tweede lid van het vorige artikel, tenzij respectievelijk vijf en één jaar na de uittreding uit hun ambt.

ART. 7.

Het is de ministers en staatssecretarissen, de gewezen ministers en staatssecretarissen, de ministers van Staat alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers verboden van die hoedanigheden melding te maken in de akten en bekendmakingen in verband met de handelsvennootschappen of vennootschappen in de vorm van handelsvennootschappen.

De notarissen, griffiers en andere ministeriële ambtenaren evenals de uitgevers die een akte hebben opgesteld, overgeschreven of bekendgemaakt met overtreding van deze bepaling, worden gestraft met geldboete van 50 frank tot 10.000 frank.

ART. 8.

Les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives ne peuvent exercer aucune fonction d'administration ou de surveillance dans un établissement, quelle qu'en soit la forme juridique, créé par la loi ou en exécution de la loi, sauf si la fonction est exercée gratuitement ou si sa rémunération est inférieure au dixième de l'indemnité parlementaire.

ART. 9.

Les rémunérations attachées aux fonctions exercées en dérogation des règles générales des articles 2, 5, alinéas 2 et 8 ne peuvent être cumulées qu'à concurrence du dixième de l'indemnité parlementaire.

ART. 10.

Les ministres et secrétaire d'Etat et les membres des Chambres législatives ne peuvent plaider ou suivre aucune affaire litigieuse dans ou contre l'intérêt de l'Etat, ni donner d'avis ou de consultation en pareille matière si ce n'est gratuitement.

ART. 11.

Il est interdit à tout ministre ou secrétaire d'Etat et à tout membre des Chambres législatives :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après sa nomination ou son élection ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct; cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au dixième degré inclusivement lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nominations aux emplois, de révocations ou de suspensions;

2° de prendre part dans aucun service, fourniture ou adjudication quelconque pour l'Etat et les services publics qui en dépendent.

ART. 12.

Les infractions aux interdictions visées aux articles 5, alinéas 2, 6, 7, 8 et 11 sont punies d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Le membre des Chambres législatives qui contrevient à ces dispositions est réputé démissionnaire et remplacé; la vacance de son siège est déclarée par la Chambre dont il fait partie.

ART. 13.

Le livre 1^{er} du Code pénal est applicable, sans exception, aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 8.

De ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers mogen geen functie van beheer of toezicht uitoefenen in een instelling, in enige juridische vorm opgericht bij wet of ter uitvoering van de wet, behalve wanneer de functie kosteloos wordt uitgeoefend of hun bezoldiging lager is dan een tiende van de parlementaire vergoeding.

ART. 9.

De bezoldigingen verbonden aan de functies die worden uitgeoefend met afwijking van de algemene regel van de artikelen 2 en 5, tweede en achtste lid, mogen slechts worden gecumuleerd ten belope van een tiende van de parlementaire vergoeding.

ART. 10.

Het is de ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers verboden voor of tegen de Staat te pleiten, raad te geven of op te treden in enig geschil, tenzij kosteloos.

ART. 11.

Het is elke minister, staatssecretaris en lid van de Wetgevende Kamers verboden :

1° aanwezig te zijn bij de beraadslaging over zaken waarbij hij hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, vóór of na zijn benoeming of verkiezing, een rechtstreeks belang heeft, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben; dit verbod geldt slechts voor de bloed- en aanverwanten tot en met de tweede graad, wanneer het voordrachten van kandidaten, benoemingen tot ambten, ontzettingen en schorsingen betreft;

2° deel te nemen aan enige dienst, levering of aanbesteding voor de Staat en de openbare diensten die van de Staat afhangen.

ART. 12.

Overtreding van de verbodsbepalingen van de artikelen 5, tweede lid, 6, 7, 8 en 11 wordt gestraft met geldboete van 1.000 frank tot 10.000 frank.

Een lid van de Wetgevende Kamers die deze bepalingen overtreedt wordt als ontslagnemend beschouwd en vervangen; zijn zetel wordt vacant verklaard door de Kamer waarvan hij deel uitmaakt.

ART. 13.

Boek I van het Strafwetboek is zonder uitzondering toepasselijk op overtreding van deze wet.

ART. 14.

Les ministres et secrétaires d'Etat et les membres des Chambres législatives ne peuvent être nommés à des fonctions rétribuées par l'Etat qu'une année au moins après la cessation de leur mandat.

Sont exceptées les fonctions d'agent diplomatique, de gouverneur de province, de greffier provincial, ou de professeur d'université ou dans un établissement assimilé.

ART. 15.

Tout membre des Chambres législatives, qui accepte la décoration d'un ordre national à un autre titre que pour motif militaire ou qui reçoit du Roi des lettres patentes de concession en matière de noblesse, cesse immédiatement de siéger et ne peut reprendre ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

ART. 16.

Les articles 1 à 8 de la loi du 6 août 1931, modifiée par celles du 23 décembre 1950 et 28 mai 1971, établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, sont abrogés.

CHAPITRE II.

Modifications apportées à la loi provinciale.

ART. 17.

§ 1. L'article 63 de la loi provinciale est remplacé par la disposition suivante :

« Il est interdit à tout membre du conseil ou de la députation permanente et au gouverneur :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après sa nomination ou son élection;

2° de prendre part directement ou indirectement dans aucun service, perception de droits, fourniture ou adjudication quelconque pour la province;

3° d'intervenir comme avocat ou notaire dans les procès dirigés contre la province. Il ne pourra, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la province;

4° d'assister à l'examen des comptes des administrations publiques subordonnées à la province et dont il serait membre.

» Les dispositions qui précèdent sont applicables aux greffiers provinciaux. »

§ 2. 1° Les mots « de la province » sont supprimés dans l'article 108 de la même loi.

2° L'article 130 de la même loi est abrogé.

ART. 14.

De ministers, de staatssecretarissen en de leden van de Wetgevende Kamers mogen niet tot een door de Staat bezoldigd ambt worden benoemd dan ten minste een jaar na het einde van hun mandaat.

Het ambt van diplomatiek ambtenaar, van provinciegouverneur, van provinciegriffier en van hoogleraar is daarvan uitgezonderd.

ART. 15.

Een lid van de Wetgevende Kamers dat een ereteken van een nationale orde aanvaardt om andere dan militaire redenen of van de Koning open brieven voor adilverlening ontvangt, houdt onmiddellijk op zitting te hebben en kan eerst weer zijn ambt bekleden krachtens een nieuwe verkiezing.

ART. 16.

De artikelen 1 tot 8 van de wet van 6 augustus 1931, houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1950 en 28 mei 1971, worden opgeheven.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen in de Provinciewet.

ART. 17.

§ 1. Artikel 63 van de Provinciewet wordt vervangen als volgt :

« Het is elk lid van de raad of van de bestendige deputatie en de gouverneur verboden :

1° aanwezig te zijn bij de beraadslaging over zaken waarbij hij hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, vóór of na zijn benoeming of verkiezing, een rechtstreeks belang heeft;

2° rechtstreeks of zijdelings deel te nemen aan enige dienst, enige heffing van rechten, levering of aanbesteding voor de provincie;

3° op te treden als advocaat of notaris in de gedingen tegen de provincie ingesteld. Het is hun, in dezelfde hoedanigheid, verboden voor de provincie te pleiten, raad te geven of op te treden in enig geschil;

4° aanwezig te zijn bij het onderzoek van de rekeningen der aan de provincie ondergeschikte openbare besturen waarvan hij lid mocht zijn.

» Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de provinciale griffiers. »

§ 2. 1° De woorden « van de provincies » worden geschrapt in artikel 108 van dezelfde wet.

2° Artikel 130 van dezelfde wet wordt opgeheven.

ART. 18.

Un article 97 (nouveau) est inséré dans la loi provinciale; il est libellé comme suit :

« Les articles 1^{er} et 1^{bis} de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives sont applicables au gouverneur et aux députés permanents.

» Ceux-ci ne peuvent accepter à quelque titre que ce soit un mandat dans l'administration ou la surveillance d'une société à but lucratif belge ou étrangère qu'avec l'autorisation de la commission instituée à cette fin par les Chambres législatives.

» Ils ne peuvent en outre accepter ou exercer un mandat ou une fonction dans un organe de gestion, de direction ou de surveillance d'une institution créée ou subsidiée par l'Etat ou la province, quelle que soit sa forme juridique, ou dans une entreprise, quelle que soit sa forme juridique, qui a été déclarée concessionnaire de l'Etat ou de la province, qui bénéficie d'un subside ou d'une intervention de l'Etat ou de la province ou qui passe avec eux des marchés de travaux, de fournitures et de services, sauf si le mandat ou la fonction sont exercés gratuitement ou si la rémunération est inférieure au dixième du traitement alloué au gouverneur ou aux députés permanents; les fonctions ou mandats ne peuvent être cumulés qu'à concurrence de la limite précitée.

» Le gouverneur et les députés permanents ne peuvent être membres d'un organe de gestion ou de surveillance de la R.T.B.-B.R.T.

» Les infractions à ces interdictions seront punies d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs et de la déchéance des fonctions et mandats. »

J. HAMBYE.
R. HULPIAU.
D. ANDRÉ.

ART. 18.

In de Provinciewet wordt een nieuw artikel 97 ingelast, luidende :

« De artikelen 1 en 1^{bis} van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers, zijn toepasselijk op de gouverneur en op de bestendig afgevaardigden.

» Deze laatsten mogen niet in enige hoedanigheid een mandaat aanvaarden in het beheer van of het toezicht over een Belgische of buitenlandse vennootschap met winstoogmerk, tenzij met machtiging van de door de Wetgevende Kamers hiertoe opgerichte commissie.

» Zij mogen bovendien geen mandaat of ambt aanvaarden of uitoefenen in een orgaan van beheer, bestuur of toezicht van een instelling opgericht of gesubsidieerd door de Staat of de provincie, ongeacht haar juridische vorm, of in een onderneming, ongeacht haar juridische vorm, die tot concessiehouder van de Staat of de provincie werd verklaard, die een toelage of een tegemoetkoming van de Staat of van de provincie geniet, of die met hen overeenkomsten afsluit voor werken, leveringen en diensten, tenzij het mandaat of het ambt kosteloos wordt uitgeoefend of de bezoldiging lager is dan een tiende van de aan de gouverneur of aan de bestendig afgevaardigden toegekende vergoeding; de ambten en mandaten mogen slechts gecumuleerd worden voor zover zij de genoemde grens niet overschrijden.

» De gouverneur en de bestendig afgevaardigden mogen geen lid zijn van een orgaan van beheer of van toezicht van de B.R.T.-R.T.B.

» De inbreuken op deze ontzeggingen worden gestraft met geldboete van 1.000 frank tot 10.000 frank en met ontzetting uit de ambten en mandaten. »